Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 40 del 9 febbraio 1979

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | ROMA - Venerdì, 9 febbraio 1979 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 6510:
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 25 gennaio 1979, n. **30.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento, con due protocolli e relativi allegati, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 25 gennaio 1979, n. **30.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento, con due protocolli e relativi allegati, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento, con due protocolli e relativi allegati, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 27 della convenzione indicata all'articolo 1.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 gennaio 1979

PERTINI

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO — COLOMBO — PRODI — BISAGLIA — ANSELMI — ANTONIOZZI

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

CONVENTION

pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution

CONVENTION

pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution

LES PARTIES CONTRACTANTES,

Coscientes de la valeur économique, sociale et culturelle du milieu marin de la zone de la mer Méditerranée et de son importance pour la santé,

Pleinement conscientes qu'il leur incombe de préserver ce patrimoine commun dans l'intérêt des générations présentes et futures,

Reconnaissant que la pollution fait poser une menace sur le milieu marin, son équilibre écologique, ses ressources et ses utilisation légitimes,

Tenant compte des caractéristiques hydrographiques et écologiques spéciales de la zone de la mer Méditerranée et de sa vulnérabilité particulière à la pollution,

Notant que, malgré les progrès réalisés, les conventions internationales existant en la matière ne s'appliquent pas à tous les aspects et à toutes les sources de la pollution du milieu marin et ne répondent pas entièrement aux besoins spèciaux de la zone de la mer Méditerranée,

Appréciant pleinement la nécessité d'une coopération étroite entre les Etats et les organisations internationales concernées, dans le cadre d'un vaste ensemble de mesures concertées à l'échelon régional, pour protéger et améliorer le milieu marin de la zone de la mer Méditerranée,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(*Champ d'application géographique*)

1. Aux fins de la présente Convention, la zone de la mer Méditerranée désigne les eaux maritimes de la Méditerranée proprement dite et des golfes et mers qu'elle comprend, la limite occidentale étant le méridien qui passe par le phare du cap Spartel, à l'entrée du détroit de Gibraltar, et la limite orientale étant constituée par la limite méridionale du détroit des Dardanelles, entre les phares de Mehemetcik et de Kumkale.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles relatifs à la présente Convention, la zone de la mer Méditerranées ne comprend pas les eux intérieures des Parties contractantes.

ARTICLE 2

(*Définitions*)

Aux fins de la présente Convention

a) on entend par « pollution » l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, lorsqu'elle a des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques, risques pour la santé de l'homme, entrave aux activités maritimes y compris la pêche, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation, et dégradation des valeurs d'agrément;

b) on entend par « Organisation » l'organisme chargé d'assurer les fonctions de secrétariat en vertu de l'article 13 de la présente Convention

ARTICLE 3

(*Dispositions générales*).

1. Les Parties contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris des accords régionaux ou sous-régionaux, pour la protection du milieu marin de la zone de la mer Méditerranée contre la pollution, sous réserve que de tels accords soient compatibles avec la présente Convention et conformes au droit international. Copie de ces accords sera communiquée à l'Organisation

2. Aucune disposition de la présente Convention ne peut porter atteinte à la codification et à l'elaboration du droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750 C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, ni aux revendications ou positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat riverain et de l'Etat du pavillon

ARTICLE 4

(Engagements généraux)

1. Les Parties contractantes prennent individuellement ou conjointement toutes mesures appropriées conformes aux dispositions de la présente Convention et des protocoles en vigueur auxquels elles sont parties pour prevenir, réduire et combattre la pollution dans la zone de la mer Méditerranée et pour protéger et améliorer le milieu marin dans cette zone.

2. Les Parties contractantes coopèrent en vue d'élaborer et d'adopter, en plus des protocoles ouverts à la signature en même temps que la présente Convention, des protocoles additionnels prescrivant des mesures, des procédures et des normes convenues en vue d'assurer l'application de la Convention.

3 Les Parties contractantes s'engagent en outre à promouvoir dans le cadre des organisme internationaux qu'elles considèrent comme qualifiés, des mesures concernant la protection du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée contre tous les types et sources de pollution.

ARTICLE 5

(Pollution due aux opérations d'immersion effectuées per les navires et les aéronefs)

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir et réduire la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs.

ARTICLE 6

(Pollution par les navires)

Les Parties contractantes prennent toutes mesures conformes au droit international pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée causée par le rejets des navires et pour assurer la mise en oeuvre effective, dans cette zone, des règles généralment admises sur le plan international relatives à la lutte contre ce type de pollution.

ARTICLE 7

(Pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol)

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

ARTICLE 8

(Pollution d'origine tellurique).

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et combattre la pollution de la zone de la mer Méditerranée due aux déversements par les fleuves, les établissements côtiers ou les émissaires, ou émanant de toute autre source située sur leur terriioire.

ARTICLE 9

(Coopération en cas de pollution résultant d'une situazione critique)

1. Les Parties contractantes coopèrent pour prendre les dispositions nécessaires en cas de situation critique génératrice de pollution dans la zone de la mer Médierranée, quelles que soient les causes de cette situation critique, et pour réduire ou éliminer les dommages qui en résultent

2. Toute Partie contractante ayant connaissance d'une situation critique génératrice de pollution dans la zone de la mer Méditerranée informe sans délai l'Organisation ainsi que, par l'Organisation ou directement, toute Partie contractante qui pourrait être affectée par une telle situation critique.

ARTICLE 10

(Surveillance continue de la pollution)

1. Les Parties contractantes s'efforcent d'instaurer, en étroite coopération avec les organismes internationaux qu'elles considèrent comme qualifiés, des programmes complémentaires ou communs de surveillance continue de la pollution dans la zone de la mer Méditerranée, y compris, le cas échéant, des programmes bilatéraux ou multilatéraux, et s'efforcent d'instituer dans cette zone un système de surveillance continue de la pollution.

2. A cette fin, les Parties contractantes désignent les autorités chargees d'assurer la surveillance continue de la pollution dans les zones relevant de leur juridiction nationale et participent, autant que faire se peut, à des arrangements internationaux pour la surveillance continue de la pollution dans les zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale.

3 Les parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer, adopter et mettre en oeuvre les annexes à la présente Convention qui peuvent être requises pour prescrire des procédures et normes communes en vue de la surveillance continue de la pollution.

Article 11

(Coopération scientifique et technologique)

1 Les Parties contractantes s'engagent, dans la mesure du possible, à coopérer directement ou, s'il y a lieu, par l'entremise d'organisations régionales ou autres organisations internationales qualifiées dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi qu'à échanger des données et autres rensignements d'ordre scientifique, aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Convention.

2 Les Parties contractantes s'engagent, dans la mesure du possible, à promouvoir et à coordonner leurs programmes nationaux de recherche concernant tous les types de pollution du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée et à coopérer pour instaurer et mettre en oeuvre des programmes regionaux et autres programmes internationaux de recherche aux fins de la réalisation des objectifs de la présente Convention.

3. Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour fournir une assistance technique et d'autres formes possibles d'assistance dans les domaines en rapport avec la pollution du milieu marin, en accordant la priorité aux besoins spéciaux des pays en voie de développement de la région méditerranéenne.

Article 12

(Responsabilité et réparation des dommages)

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer aussitôt que possible pour élaborare et adopter des procédures appropriées concernant la determination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin en violation des dispositions de la présent Convention et des protocoles applicables.

Article 13

(Arrangements de caractère institutionnel)

Les Parties contractantes désignent le Programme des Nations Unies pour l'environnement pour assurer les fonctions de secrétariat ci-après

i) convoquer et préparer les réunions des Parties contractantes et les conférences prévues aux articles 14, 15 et 16;

ii) communiquer aux Parties contractantes les notifications, rapports et autres renseignements reçus en conformité des articles 3, 9 et 20;

iii) examiner les demandes de renseignements et les informations émanant des Parties contractantes et consulter lesdites parties sur les questions relatives à la présente Convention, à ses protocoles et à ses annexes;

iv) accomplir les fonctions qui lui sont confiées en vertu des protocoles à la présente Convention;

v) accomplir toutes autres fonctions qui lui sont confiées, les cas échéant, par les Parties contractantes;

vi) assurer la coordination nécessaire avec d'autres organismes internationaux que les Parties contractantes considèrent comme qualifiés, et prendre notamment les dispositions administratives requises, le cas échéant, pour s'acquitter efficacement des fonctions de secrétariat

Article 14

(Réunions des Parties contractantes)

1. Les Parties contractantes tiennent une réunion ordinaire tous les deux ans et, chaque fois qu'elles le jugent nécessaire, des réunions extraordinaires à la demande de l'Organisation ou à la demande d'une Partie contractante, à condition que ces demandes soient appuyées par au moins deux Parties contractantes.

2. Les réunions des Parties contractantes ont pour objet de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles et, en particulier:

i) de proceder à un examen général des inventaires établis par les Parties contractantes et par les organismes internationaux qualifiés sur l'état de la pollution marine et sur ses effets dans la zone de la mer Méditerranée;

ii) d'étudier ler rapports soumis par les Parties contractantes conformément à l'article 20;

iii) d'adopter, de réviser et d'amender, le cas échéant, conformément à la procédure établie à l'article 17, les annexes à la présente Convention et aux protocoles;

iv) de faire des recommandations concernant l'adoption de protocoles additionnels ou d'amendements à la présente Convention ou aux protocoles, conformément aux dispositions des articles 15 et 16;

v) de constituer, le cas échéant, des groupes de travail chargés d'examıner toute question en rapport avec la présente Convention et les protocoles et annexes;

vi) d'étudier et de mettre en oeuvre toute mesure supplémentaire requise, le cas échéant, pour la réalisation des objectifs de la présente Convention et des protocoles.

ARTICLE 15

(Adoption de protocoles additionnels)

1. Les Parties contractantes, au cours d'une conférence diplomatique, peuvent adopter des protocoles additionnels à la présente Convention, conformément au paragraphe 2 de l'article 4.

2 Une conférence diplomatique en vue de l'adoption de protocoles additionnels est convoquée par l'Organisation si les deux tiers des Parties contractantes en font la demande

3 En attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'Organisation peut, après avoir consulte les signataires de la présente Convention, convoquer une conférence diplomatique en vue de l'adoption de protocoles additionnels.

ARTICLE 16

(Amendements à la Convention ou aux protocoles)

1 Toute Partie contractante à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Les amendements sont adoptés au cours d'une conférence diplomatique convoquée par l'Organisation à la demande des deux tiers des Parties contractantes

2 Toute Partie contractante à la présente Convention peut proposer des amendements à l'un quelconque des protocoles Les amendements sont adoptés au cours d'une conférence diplomatique convoquée par l'Organisation à la demande des deux tiers des Parties contractantes au protocole concerné.

3 Les amendements à la présente Convention sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes à la Convention représentées à la conférence diplomatique; et soumis par le Dépositaire à l'acceptation de toutes les Parties contractantes à la Convention. Les amendements à tout protocole sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes audit protocole représentées à la Conférence diplomatique, et soumis par le Dépositaire à l'acceptation de toutes les Parties contractantes audit protocole.

4 L'acceptation des amendments est notifiée par écrit au Dépositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 du présent article entreront en vigueur, entre les Parties contractantes les ayant acceptés, le trentième jour après que le Dépositaire aura reçu notification de leur acceptation par les trois quarts au moins des Parties contractantes à la présente Convention ou au protocole concerné, selon le cas.

5 Après l'entrées en vigueur d'un emendament à la présente Convention ou à un protocole, toute nouvelle Partie contractante à la présente Convention ou audit protocole devient Partie contractante à l'instrumnet tel qu'amendé.

ARTICLE 17

(Annexes et amendements aux annexes)

1 Les annexes à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles font partie entégrale de la Convention ou du protocole, selon le cas

2 Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles, la procédure suivante s'applique à l'adoption et à l'entrée en vigueur de tout amendement aux annexes de la presente Convention ou de l'un quelconque des protocoles, exception faite des amendements à l'annexe concernant l'arbitrage:

i) toute Partie contractante peut proposer des amendements aux annexes de la présente Convention ou des protocoles lors des réunions prévues à l'article 14;

ii) les amendements sont adoptés à la majorité des trois quarts des Parties contractantes à l'instrument dont il s'agit;

iii) le Dépositaire comunique sans délai à toutes les Parties contractantes les amendements ainsi adoptés;

iv) toute Partie contractante qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes de la présente Convention ou de l'un quelconque des protocoles en donne par écrit notification au Dépositaire avant l'expiration d'une période déterminée par les Parties contractantes concernées lors de l'adoption de l'amendement;

v) le Dépositaires informe sans délai toutes les Parties contractantes de toute notification reçue conformément au sous paragraphe précédent;

vi) a l'expiration de la période indiquée au sous-paragraphe *iv)* ci-dessus, l'amendement à l'annexe prend effet pour toutes les Parties contrastantes à la présente Convention ou au protocole concerné qui n'ont pas soumis de notification en conformité des dispositions dudit sous-paragraphe.

3. L'adoption et l'entrée en vigueur d'une nouvelle annexe à la présente Convention ou à l'un quelconque des protocoles sont soumises aux mêmes procédures que l'adoption et l'entrée en vigueur d'un amendement à une annexe conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article; toutefois, si cela implique un amendement à la Convention ou au protocole dont il s'agit, la nouvelle annexe n'entre en vigueur qu'après amendement de la Convention ou du protocole.

4. Les amendements à l'annexe concernant l'arbitrage sont considérés comme des amendements à la présente Convention et ils sont proposés et adoptés conformément à la procédure indiquée à l'article 16 ci-dessus.

Article 18

(Règlement intérieur et règles financières)

1 Les Parties contractantes adoptent un règlement intérieur pour les réunions et conférences visées aux articles 14, 15 et 16 ci-dessus.

2. Les Parties contractantes adoptent des règles financières, préparées en consultation avec l'Organisation, pour déterminer notamment leur participation financière.

Article 19

(Exercise particulier du droit de vote)

Dans les domaines relevant de leurs compétences, la Communauté économique européenne et tout groupement économique régional visé à l'article 24 exercent leur droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention et à un ou plusieurs protocoles; la Communauté économique européenne et tout groupement mentionné ci-dessus n'exercent pas leur droit de vote dans les cas où les Etats membres concernés exercent le leur et réciproquement.

Article 20

(Rapports)

Les Parties contractantes adressent à l'Organisation des rapports sur les mesures adoptées en application de la présente Convention et des protocoles auxquels elles sont parties, la forme et la fréquence de ces rapports etant déterminée lors des réunions des Parties contractantes.

Article 21

(Contrôle de l'application)

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer des procédures leur permettent de veiller à l'application de la présente Convention et des protocoles

Article 22

(Règlement des differends)

1. Si un différend surgit entre des Parties contractantes à propos de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou des protocoles, ces parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2 Si les parties concernées ne peuvent régler leur différend par les moyens mentionnés au paragraphe précedent, le différend est d'un commun accord soumis à l'arbitrage dans les conditions définies dans l'annexe A à la présente Convention.

3 Toutefois, les Partie contractantes peuvent à n'importe quel moment déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciales, à l'égard de toute autre Partie acceptant la même obligation, l'application de la procédure d'arbitrage conformément aux dispositions de l'annexe A. Une telle déclaration est notifiée par écrit au Dépositaire, qui en donne communication aux autres Parties.

Article 23

(Relation entre la Convention et les protocoles)

1 Nul ne peut devenir Partie contractante à la présente Convention s'il ne devient en même temps partie à l'un au moins des protocoles. Nul ne peut devenir Partie contractante à l'un quelconque des protocoles s'il n'est pas, ou ne devient pas en même temps, Partie contractante à la présente Convention.

2 Tout protocole à la présente Convention n'engage que les Parties contractantes à ce protocole

3 Seules les Parties contractantes à un protocole peuvent prendre les décisions relatives audit protocole pour l'application des articles 14, 16 et 17 de la présente Convention.

Article 24

(Signature)

La présente Convention, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique seront ouverts à Barcelone le 16 février 1976 et à Madrid du 17 février 1976 au 16 février 1977 à la signature des Etats invités en tant que participants à la Conférence de plénipotentiaires des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer Méditerranée, tenue à Barcelone du 2 au 16 février 1976, et de tout Etat habilité à signer l'un quelconque des protocoles, conformément aux dispositions de ce protocole. Ils seront également ouverts, jusqu'à la même date, à la signature de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la zone de la mer Méditerranée et qui exercent des compétances dans des domaines couverts par la présente Convention ainsi que par tout protocole les concernant.

ARTICLE 25

(Ratification, acceptation ou approbation)

La présente Convention et tout protocole y relatif seront soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés aprés du Gouvernement de l'Espagne, qui assumera les fonctions de Dépositaire

ARTICLE 26

(Adhésion)

1. A partir du 17 février 1977, la présente Convention, le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et le Protocole relatif à la coopération en matiére de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique seront ouverts à l'adhésion des Ttats visés à l'article 24, de la Communauté économique européenne et de tout groupement visé audit article.

2 Aprés l'entrée en vigueur de la présente Convention et de tout protocole y relatif, tout Etat non visé à l'article 24 pourra adhérer à la présente Convention et à tout protocole, sous réserve d'approbation préalable par les trois quarts des parties contratantes au protocole concerné.

3 Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

ARTICLE 27

(Entrée en vigueur)

1. La présente Convention entrera en vigueur à la même date que le premier des protocoles à entrer en vigueur.

2 La Convention entrera également en vigueur à l'égard des Etats, de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional, visés à l'article 24, qui auront accompli les formalités requises pour devenir parties contractantes à tout autre protocole qui ne serait pas encore entré en vigueur.

3 Tout protocole à la présente Convention, sauf disposition contraire de ce protocole, entrera en vigueur le trentiéme jour à compter de la date du dépôt d'au moins six instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ce protocole ou d'adhésion à celui-ci par les parties visées à l'article 24.

4. Par la suite, la présente Convention et tout protocole entreront en vigueur à l'égard de tout Etat, de la Communauté économique européenne et de tout groupement économique régional, visés à l'article 24, le trentiéme jour aprés le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 28

(Dénonciation)

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur, toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention en donnant par écrit une notification à cet effet.

2. Sauf disposition contraire de l'un quelconque des protocoles à la présente Convention, toute Partie contractante pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entree en vigueur de ce protocole, dénoncer le protocole en donnant par écrit une notification à cet effet

3 La denonciation prendra effet 90 jours après la date à laquelle elle aura été reçue par le Dépositaire

4. Toute Partie contractante qui dénonce la présente Convention sera considérée comme ayant également dénoncé tout protocole auquel elle était partie

5. Toute Partie contractante qui, à la suite de sa dénonciation d'un protocole, n'est plus partie à aucun des protocoles à la présente Convention, sera considérée comme ayant également dénoncé la présente Convention

ARTICLE 29

(Fonctions du Dépositaire)

1 Le Dépositaire notifie aux Parties contractantes, à toute autre partie visée à l'article 24, ainsi qu'à l'Organisation:

i) la signature de la présente Convention et de tout protocole y relatif et le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, ou d'approbation ou d'adhésion, effectués conformément aux dispositions des articles 24, 25 et 26;

ii) la date à laquelle la Convention et tout protocole entreront en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27;

iii) les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article 28;

iv) les amendements adoptés en ce qui concerne la Convention et tout protocole, leur acceptation par les Parties contractantes et

la date d'entrée en vigueur de ces amendements conformément aux dispositions de l'article 16;

v) l'adoption de nouvelles annexes et les amendements à toute annexe conformément aux dispositions de l'article 17;

vi) les déclarations d'acceptation de l'application obligatoire de la procédure d'arbitrage conformément au paragraphe 3 de l'article 22

2 L'original de la présente Convention et de tout protocole y relatif sera déposé auprès du Dépositaire, le Gouvernement de l'Espagne, qui en adressera des copies certifiées conformes aux Parties contractantes et à l'Organisation, ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour enregistrement et publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Barcelone, le seize février mil neuf cent soixante seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE A

ARBITRAGE

ARTICLE PREMIER

A moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente annexe.

ARTICLE 2

1 Sur requête adressée par une Partie contractante à une autre Partie contractante en application des paragraphes 2 ou 3 de l'article 22 de la Convention, il est constitué un tribunal arbitral. La requête d'arbitrage indique l'objet de la requête, y compris, notamment, les articles de la Convention ou des protocoles dont l'interprétation ou l'application sont en litige.

2. La partie requérante informe l'Organisation du fait qu'elle a demandé la constitution d'un tribunal arbitral, du nom de l'autre partie au différend ainsi que des articles de la Convention ou des protocoles dont l'interprétation ou l'application font à son avis l'objet du différend. L'Organisation communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties contractantes à la Convention.

ARTICLE 3.

Le tribunal arbitral est composé de trois membres: chacune des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun autre titre.

ARTICLE 4

1. Si dans un délai de duex mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné le Secrétaire général des Nations Unies procède, à la requête de la partie la plus diligente, à sa designation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le Secrétaire général

des Nations Unies qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général des Nations Unies qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois

ARTICLE 5.

1 Le tribunal arbitral décide selon les règles du droit international et, en particulier, de la présente Convention et des protocoles concernés.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe établit ses propres règles de procédure

ARTICLE 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables

3. Si deux ou plusieurs tribunaux arbitraux constitués aux termes de la présente annexe se trouvant saisis de requête ayant des objets identique ou analogues, ils peuvent s'informer de procédures relatives à l'établissement des faits et en tenir compte dans la mesure du possible.

4. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la conduite efficace de la procédure.

5 L'absence ou le défaut d'une partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

ARTICLE 7

1. La sentence du tribunal arbitral est motivée Elle est définitive et obligatoire pour les parties au différend

2. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par la partie la plus diligente au tribunal qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunale arbitral constitué à cet effet de la même maniere que le premier

ARTICLE 8

La Communauté économique européenne et tout groupement économique visé à l'article 24 de la Convention, comme toute autre Partie contractante à la Convention, sont habilités à agir comme requérants ou appelés devant le tribunal arbitral.

PROTOCOLE

relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs

Les Parties contractantes au presente protocole,

Etant parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution,

Reconnaissant le danger que fait courir au milieu marin la pollution résultant des opérations d'immersion de déchets ou autres matières, effectuées par les navires et aéronefs,

Estimant qu'il est de l'intérêt commun des Etats riverains de la mer Méditerranée de protéger le milieu marin contre ce danger,

Tenant compte de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières, adoptée à Londres en 1972,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées « les Parties ») prennent toutes mesures appropriées pour prévenir et réduire la pollution de la zone de la mer Méditerranée résultant des opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs.

ARTICLE 2.

La zone d'application du présent Protocole est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée « la Convention »).

Article 3.

Aux fin du présent Protocole:

1 « Navires et aéronefs » signifie véhicules circulant sur l'eau, dans l'eau, ou dans les aires,. quel qu'en soit le type Cette expression englobe les véhicules sur coussin d'air et les engins flottants, qu'il soient autopropulsés ou non, ainsi que les plates-formes ou autres ouvrages placés en mer et leur équipement.

2 « Déchets ou autres matières » signifie matériaux et substances de tout type, de toute forme et de toute nature.

3 « Immersion » signifie:

a) Tout rejet délibéré dans la mer de déchets et autres matières à partir de navires et aéronefs;

b) Tout sabordage en mer de navires et aéronefs

4 Le terme « immersion » ne vise pas

a) Le rejet en mer de déchets ou autres matières résultant ou provenant de l'exploitation normale de navires et aéronefs ainsi quel leur équipement, à l'exception des d'échets ou autres matières transportés par ou transbordés sur dcs navires ou aéronefs qui sont utilisés pour l'immersion de ces matières ou provenant du traitement de tels déchets ou autres matières à bord desdits navires ou aéronefs.

b) Le dépot de matières à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel dépôt ne soit pas incompatible avec l'objet du présent Protocole.

5 « *Organisation* » signifie l'organisme visé à l'article 13 de la Convention.

Article 4

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de déchets ou autres matières énumérés à l'annexe I du présent Protocole est interdite.

Article 5

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de déchets ou autres matières enumérés à l'annexe II du présent Protocole est subordonnée, dans chaque cas, à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétents, d'un permis spécifique.

Article 6.

L'immersion dans la zone de la mer Méditerranée de tout autre déchet ou autre matières est subordonnée à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétentes, d'un permis général

Article 7.

Les permis visés aux articles 5 et 6 ci-dessus ne seront délivrés qu'après un examen attentif de tous les facteur énumérés à l'annexe III du présent Protocole. L'Organisation recevra les données relatives auxdits permis.

Article 8.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ne s'appliquent pas en cas de force majeure due aux intempéries ou à toute autre cause lorsque la vie humaine ou la sécurité d'un navire ou d'un aéronef est menacée. Dans ce cas, les déversements seront immédiatement notifiés à l'Organisation et, par l'Organisation ou directement, à toute Partie qui pourrait en être affectée, avec tous les détails concernant les circonstances, la natura et les quantitées des déchets ou autres matières immergées.

Article 9.

En cas de situation critique ayant un caractère exceptionnel, si une Partie estime que des déchets ou autres matières figurant à l'annexe I du présent Protocole ne peuvent être éliminés à terre sans risque ou préjudice inacceptable, notamment pour la sécurité de la vie de l'homme, elle consultera immédiatement l'Organisation. L'Organisation, après consultation des Parties au présent Protocole, recommandera des méthodes de stockage ou les moyens de destruction ou d'élimination les plus satisfaisants selon les circostances. La Partie informera l'Organisation des mesures adoptées en application de ces recommandations. Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement assistance dans de telles situations.

Article 10

1. Chaque Partie désigne une ou plusieurs autorités compétentes pour:

a) Délivrer les permis spécifiques visés à l'article 5;
b) Délivrer les permis généraux visés à l'article 6;
c) Enregistrer la nature et la quantité des déchetes ou autres matières dont l'immersion est autorisée, ainsi que le lieu, la date et la méthode d'immersion

2. Les autorités compétentes de chaque Partie délivreront les permis visés aux articles 5 et 6 pour les déchets ou autres matières destinés à l'immersion:

a) Chargés sur son territoire;

b) Chargés par un navire ou un aéronef enregistré sur son territoire ou battant son pallivon lorsque ce chargement a lieu sur le territoire d'un Etat non partie au présent Protocole.

ARTICLE 11

1 Chaque Partie applique les mesures requises pour la mise en oeuvre du présent Protocole:

a) Aux navires et aéronefs enregistrés sur son territoire ou battant son pavillon;

b) Aux navires et aéronefs chargeant sur son territoire des déchets ou autres matières qui doivent être immerges;

c) Aux navires et aéronefs présumés effettuer des opérations d'immersion dans les zones relevant, en la matière, de sa juridiction.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux navires et aèronefs appartenant à un Etat partie au présent Protocole ou exploités par cet *Etat* tant que *celui-ci les utilise exclusivement* à des fins gouvernementales et non commerciales Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires et aéronefs lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec le présent Protocole, pour autant que cela soit raisonnable dans la pratique.

ARTICLE 12

Chacune des Parties s'engage à donner pour instruction à ses navires et aéronefs d'inspection maritime ainsi qu'aux autres services qualifiés de signaler à leurs autorités nationales tous incidents ou situations dans la zone de la mer Méditerranée, qui font soupçonner qu'il y a eu ou qu'il va y avoir immersion contraire aux dispositions du présent Protocole. Cette Partie en informera, si elle le juge opportun, toute autre Partie intéressée.

ARTICLE 13

Aucune des dispositions du présent Protocole ne porte atteinte au droit de chaque Partie d'adopter d'autres mesures, conformément au droit international, pour prévenir la pollution due aux opérations d'immersion

ARTICLE 14

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en application de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.

2 Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) De veiller à l'application du présent Protocole, et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées et l'opportunité de prendre d'autres dispositions, en particulier sous forme d'annexes;

b) D'étudier et d'apprécier les données relatives aux permis délivrés conformément aux articles 5, 6 et 7, et aux immersions opérées;

c) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;

d) De remplir, en tant que de besoin, toutes autres fonctions en applicathion du présent Protocole.

3 Les amendements aux annexes du présent Protocole en vertu de l'article 17 de la Convention sont adoptés par un vote à la majorité des trois quart des Parties.

ARTICLE 15.

1. Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'appliquent à l'égard du présent Protocole.

2 Le règlement intérieur et les règles financières adoptés conformémement à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Barcelone, le seize février mil neuf cent soixante seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

A Les substances en matiéres suivantes sont énumérées aux fins d'application de l'article 4 du Protocole:

1 Composés organo-halogénés et composés qui peuvent donner naissance à de telles substances dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas toxiques ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives, pourvu qu'ils n'altérent pas le goût des organismes marins comestibles.

2. Composés organo-siliciés et composés qui peuvent donner naissance à de telles substances dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas toxiques ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives, pourvu qu'ils n'altérent pas le goût des organismes marins comestibles.

3. Mercure et composés du mercure

4. Cadmium et composés du cadmium.

5 Plastiques persistants et autres matériaux synthétiques persistants qui peuvent matériellement gêner la pêche ou la navigation, diminuer les agréments ou gêner toutes autres utilisations légitimes de la mer.

6 Pétrole brut et hydrocarbures pouvant dériver du pétrole ainsi que mélanges contenant ces produits, chargés à bord pour être immergés.

7. Déchets et autres matiéres, fortement, moyennement et faiblement radioactifs, tels qu'ils seront d'éfinis par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

8. Composés acides et basiques dont la composition et la quantité sont telles qu'ils peuvent compromettre gravement la qualité des eaux marines. La composition et la quantité à prendre en considération seront déterminées par les Parties selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 14 du présent Protocole.

9. Matiéres produites pour la guerre biologique et chimique, sous quelque forme que ce soit (par exemple solide, liquide, semi-liquide, gazeuse ou vivante), à l'exclusion de celles qui sont rapidement rendues inoffensives dans la mer par des proces sus physiques, chimiques ou biologiques pourvu:

i) qu'elles n'altèrent pas le goût des organismes marins comestibles; ou

ii) qu'elles ne présentent pas de danger pour la santé de l'homme ou des animaux.

B La présente annexe ne s'applique pas aux déchets et autres matières, tels que les boues d'égouts et les déblais de dragage, qui contiennent les substances définies aux paragraphes 1 à 6 ci-dessus à l'état de contaminants en traces. L'immersion de ces déchets est soumise aux dispositions des annexes II et III, selon le cas.

ANNEXE II

Les déchets et autres matières dont l'immersion nécessite des précautions spéciales sont énumérés ci-après aux fins d'application de l'article 5 du Protocole:

1. *i)* arsenic, plomb, cuivre, zinc, béryllium, chrome, nickel, vanadium, sélénium, antimoine et leurs composés;

ii) cyanures et fluorures;

iii) pesticides et sous-produits de pesticides non visés à l'an nexe I;

iv) substance chimiques organiques synthétiques autres que celles visées à l'annexe I, susceptibles d'avoir des effets nuisibles sur les organismes marins ou d'altérer le goût des organismes marins comestibles.

2. *i)* Composés acides et basiques dont la composition et la quantité n'ont pas encore été déterminées suivant la procédure prévue au paragraphe A. 8 de l'annexe I.

ii) composés acides et basiques non couverts par l'annexe I, à l'exclusion des composés à déverses en quantités inférieures à des seuils qui seront déterminés par les Parties suivant la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 14 du présent protocole

3. Conteneurs, ferraille et autres déchets volumineux susceptibles d'être déposés au fond de la mer et de constituer un sérieux obstacle à la pêche ou à la navigation

4. Substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui risquent de diminuer sensiblement les agréments, ou de mettre en danger la vie humaine ou lés organismes marins ou d'entraver la navigation.

5. Déchets radioactifs ou autres matières radioactives qui ne seront pas comprises à l'annexe I Pour la délivrance des permis d'immersion de ces matières, les Parties tiendront dûment compte des recommandations de l'organisme international compétent en la matiére, actuellement l'Agence internationale de l'énergie atomique

ANNEXE III

Les facteurs qui doivent être pris en considération pour établir les critères régissant la délivrance des autorisations d'immersion de matières, suivant les dispositions de l'article 7 sona notamment les suivants:

A *Caractéristiques et composition de la matière*

1 Quantité totale immergée et composition moyenne de la matière (par exemple par an).

2 Forme (par exmple solide, boueuse, liquide ou gazeuse)

3 Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, substances nutritives) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).

4 Toxicité

5 Persistance physique, chimique et biologique

6 Accumulation et transformation biologique dans les matières biologiques ou sédiments

7. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.

8 Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, mollusques et crustacés, etc.)

B *Caractéristiques du lieu d'immersion et méthode de dépôt*

1. Emplacement (par exemple coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones l'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).

2 Cadence d'évacuation de la matière (par exemple, quantité quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).

3 Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant

4. Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée, en particulier la vitesse des navires.

5 Caractéristiques de dispersion (telles qu'effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).

6. Caractéristiques de l'eau (telles que température, pH, salinité, stratification, indices de pollution: notamment oxygène dissous (OD), demande chimique en oxygène (DCO), demande biochimique en oxygène (DBO), présence d'azote sous forme organique ou minérale, et notamment présence d'ammoniaque, de matières en suspension, d'autres matières nutritives, productivité).

7. Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique)

8 Existence et effets d'autres immersion pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et la teneur en carbone organique)

9. Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, les Parties contractantes s'efforcent de déterminer s'il existe une base scientifique adéquate pour évaluer, suivant les dispositions qui précèdent, et compte tenu des variations saisonnières, les conséquences d'une immersion dans la zone concernée.

C) *Considerations et circostances générales*

1 Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).

2. Effets ventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.

3 Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (tels que: altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer. Perturbation du fonctionnement des navires par les matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).

4. Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

PROTOCOLE

relatif à la cooperation en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique

LES PARTIES CONTRACTANTES AU PRESENT PROTOCOLE,

Etant parties à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution,

Reconnaissant qu'une pollution grave des eaux de la zone de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et d'autres substances nuisibles peut créer un danger pour les Etats riverains et les écosystèmes marins,

Estimant que la lutte contre cette pollution appelle la coopération de tous les Etats riverains de la Méditerranée,

Ayant à l'esprit la Convention internationale de 1973 pour la *prévention de la pollution par les navires*, la Convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraîner ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ainsi que le Protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que des hydrocarbures,

Tenant compte également de la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

Sont convenues de ce qui suit

ARTICLE PREMIER

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après denommées « les Parties ») coopèrent pour prendre les dispositions nécessaires au cas où la présence massive, d'origine accidentelle ou résultant d'un effet cumulatif, d'hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles polluant ou risquant de polluer les eaux de la zone définie à l'article premier de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée « la Convention »), constitue un danger grave et imminent pour le milieu marin, les côtes ou les intérêts connexes d'une ou plusieurs Parties.

ARTICLE 2

Aux fins du présent Protocole, l'expression « intérêts connexes » s'entend des intérêts d'un Etat riverain directament affecté ou menacé et qui ont trait, entre autres:

a) aux activités maritimes côtières, portuaires ou d'estuaires, y compris les activites de pêcheries;

b) a l'attrait historique et touristique, y compris les sports aquatiques et autres activités récréatives, de la région considérée;

c) a la santé des populations côtieres;

d) a la conservation des ressaurces vivantes

ARTICLE 3

Les Parties s'efforcent de maintenir et de promouvoir, soit individuellement, soit en coopération bilaterale ou multilatérale, leurs plans d'urgence et leurs moyens de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles. Ces moyens comprennent notamment les équipements, les navires, les aéronefs et les personnels nécessaires aux opérations en cas de situation critique.

ARTICLE 4

Les Parties développent et mettent en oeuvre, soit individuellement, soit en coopération bilatérale ou multilatérale, une surveillance active de la zone de la mer Mediterranée afin d'avoir una connaissance aussi précise que possible des faits définis à l'article premier du présent Protocole

ARTICLE 5

En cas de jet ou de chute à la mer de substances nuisibles en colis, conteneurs, citernes mobiles, camions-citernes ou wagon citernes, les Parties s'engagent à coopérer dans la mesure du possible à leur sauvetage et à leur récupération de manière à réduire les risques de pollution du milieu marin.

ARTICLE 6

1 Chaque Parties s'engage à diffuser aux autres parties des informations concernant:

a) l'organisation nationale ou les autorités nationales compétentes en matière de lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles;

b) les autorités nationales compétentes chargées de recevoir les informations concernant la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles et de traiter des affaires d'assistance entre les Parties;

c) les méthodes nouvelles en matière de prévention de la pollution de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles, les procédés nouveaux pour combattre la pollution, et le développement de programmes de recherches y afferents.

2. Les Parties qui, le cas échéant, sont convenues d'échanger directement entre elles ces informations sont néanmoins tenues de les communiquer au centre regional. Ce dernier en assure la communication aux autres Parties et, sous réserve de réciprocité, aux Etats riverains de la zone de la mer Méditerranée qui ne sont pas parties au présente Protocole.

ARTICLE 7

Les Parties s'engagent à coordonner l'utilisation des moyens de comunication dont elles disposent pour assurer, avec la fiabilité et la rapidité nécessaires, la réception, la transmission et la diffusion de tous rapports et informations urgentes relatifs aux faits et situations définis à l'article premier. Le centre regional sera dotê des moyens de communication qui lui permettront de participer à cet effort coordonné et, notamment, de remplir les fonctions qui lui sont assignées par le paragraphe 2 de l'article 10.

ARTICLE 8

1 Chaque Partie fait donner aux capitaines de navires battant son pavillon et aux pilotes d'aéronefs immatriculés sur son territoire des instructions les invitant à signaler à une Parties ou au centre régional, par les voies les plus rapides et les plus adéquates compte tenu des circonstances, et conformément à l'annexe I du présent Protocole:

a) tous les accidents causant ou pouvant causer une pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et autres substances nuisibles;

b) la présence, les caractéristiques et l'étendue des nappes d'hydrocarbures ou de substances nuisibles repérées en mer et de nature à constituer une menace grave et imminente pour le milieu marin, pour les côtes ou les intérêts connexes d'une ou plusieurs Parties

2. Les informations recueillies conformément au paragraphe 1 sont communiquées aux autres Parties susceptibles d'être affectées par la pollution:

a) soit par la Partie ayant reçu ces informations directement ou, de préférence, par l'intermédiaire du centre,

b) soit par le centre regional

En cas de communication directe entre Parties, le centre régional sera informé des dispositions prises par ces Parties

3. En conséquence de l'application des dispositions du paragraphe 2, les Parties ne sont pas tenues à l'obligation prévue à l'article 9, paragraphe 2, de la Convention.

Article 9

1 Toute Parties confrontée à une situation de la nature de celle définie à l'article premier du présent Protocole doit:

a) faire les évaluations nécessaires concernant la nature et l'importance de l'accident ou de la situation nécessitant des mesures d'urgence ou, le cas échéant, le type et la qualité approximative des hydrocarbures ou autres substances nuisibles, ainsi que la direction et la vitesse de dérive des nappes;

b) Prendre toutes mesures susceptibles d'éliminer ou de réduire les effets résultant de la pollution;

c) Informer immédiatement les autres Parties, soit directement, soit par l'intermédiaire du centre régional, de ces évaluations et de toute action entreprise ou prévue pour lutter contre la pollution;

d) Continuer à observer la situation aussi longtemps que possible et faire rapport conformément à l'article 8

2 En cas d'action pour combattre la pollution provenant d'un navire, toutes les mesures possibles devront être prises pour sauvegarder les personnes présentes à bord et, autant que faire se peut, le navires lui-même. Toute Partie qui entreprend une telle action doit en informer l'Organisation intergouvermentale consultative de la navigation maritime

Article 10

1. Toute Partie ayant besoin d'assistance pour une opération de lutte contre la pollution par les hydrocarbures ou autres substances nuisibles polluant ou menaçant de polluer ses côtes peut demander, soit directement, soit par l'intermédiaire du centre régional visé à l'article 6, le concours d'autres Parties, celles qui sont susceptibles d'être également affectées par la pollution etant sollicitées en premier lieu. Ce concours peut comporter notamment des conseils d'experts et la fourniture ou mis à disposition de produits, d'équipement et de moyens nautiques. Les Parties ainsi sollicitées font tous les efforts possibles pour apporter leur concours.

2 Si les Parties engagées dans l'opération ne peuvent s'entendre sur la conduite même de la lutte, le centre régional peut, avec leur accord, coordonner l'activité des moyens mis en oeuvre par ces Parties.

Article 11

L'application des dispositions pertinentes des articles 6, 7, 8, 9 et 10 du present Protocole concernant le centre régional sera étendue selon qu'il conviendra aux centres sous-régionaux lors de leur création éventuelle, compte tenu de leurs objectifs et fonctions ainsi que de leur relation aves ledit centre régional.

Article 12

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors des réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en application de l'article 14 de ladite Convention. Les Parties au présent Protocole peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément à l'article 14 de la Convention.

2 Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) De veiller à l'application du présent Protocole et d'examiner l'efficacité des mesures adoptées et l'opportunité de prendre d'autres dispositions, notamment sous la forme d'annexes;

b) De réviser et d'amender, le cas échéant, toute annexe au présent Protocole;

c) De remplir en tant que de besoin toutes autres fonctions en application du présent Protocole

Article 13

1 Les dispositions de la Convention se rapportant à tout protocole s'applique à l'égard du présent Protocole.

2 Le règlement intérieur et les règles financieres adoptés conformement à l'article 18 de la Convention s'appliquent à l'égard du présent Protocole, à moins que les Parties au présent Protocole n'en conviennent autrement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole

Fait à Barcelone, le seize février mil neuf cent soixante seize, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi.

ANNEXE I

CONTENU DU RAPPORT A RÉDIGER EN APPLICATION DE L'ARTICLE 8 DU PRÉSENT PROTOCOLE

1 Chaque rapport donne si possible, en règle générale

a) L'identification de la source de pollution (éventuellement l'identité du navire);

b) La position géographique, l'heure et la date de l'évènement ou de l'observation;

c) L'état du vent et de la mer dans la zone; et

d) Les détails pertinents sur l'état du navire si la pollution provient de celui-ci

2 Chaque rapport donne si possible, en particulier

a) Des renseignements détaillés sur la nature des substances nuisibles en cause, y compris leur appellation technique exacte (l'appellation commerciale ne devrait pas être utilisée à la place de l'appellation technique exacte);

b) La quantité exacte ou approximative, la concentration ainsi que l'état probable des substances nuisibles rejetées ou susceptibles d'être rejétés à la mer;

c) Le cas échéant, la description de l'emballage et des marques d'identification; et

d) Le nom de l'expéditeur, du destinataire ou du fabricant.

3 Dans la mesure du possible, chaque rapport indique clairement si la substance nuisible rejetée ou susceptible d'être rejetées est un hydrocarbure, una substance nocive à l'état liquide, ou solide, ou gazeux, et si cette substance était ou est transportées en vrac ou en colis, dans des conteneurs, des citernes mobiles ou des camions-citernes et wagons-citernes.

4 Chaque rapport doit être complété, s'il y a lieu, par tout autre renseignement pertinent qui est demandé par l'une des personnes auxquelles le rapport est adressé ou que l'auteur du rapport juge approprié.

5 Toute personne visées à l'article 8, paragraphe 1, du présent Protocole doit

a) Compléter dans la mesure du possible le rapport initial, s'il y a lieu, par des renseignements sur l'évolution de la situation; et

b) Accéder dans toute la mesure possible aux demandes de renseignements complémentaires émanant des Etat affectés

Visto, *Il Ministro degli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N B — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE

per la salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento

LE PARTI CONTRAENTI,

Consapevoli del valore economico, sociale e culturale dell'ambiente marino del mar Mediterraneo e della sua importanza per la salute,

Pienamente consapevoli che è loro dovere di preservare questo patrimonio comune nell'interesse delle generazioni presenti e future,

Riconoscendo che l'inquinamento costituisce una minaccia per l'ambiente marino, per il suo equilibrio ecologico, per le sue risorse e le sue legittime utilizzazioni,

Tenendo conto delle caratteristiche idrografiche ed ecologiche particolari del mar Mediterraneo e della sua particolare vulnerabilità all'inquinamento,

Notando che, malgrado i progressi realizzati, le convenzioni internazionali esistenti in materia non si applicano a tutti gli aspetti e a tutte le fonti di inquinamento dell'ambiente marino e non rispondono interamente alle speciali necessità del mar Mediterraneo,

Apprezzando pienamente la necessità di una stretta cooperazione fra gli Stati e le organizzazioni internazionali interessate, nel quadro di un ampio insieme di misure concertate a livello regionale, per proteggere e migliorare l'ambiente marino del mar Mediterraneo,

Hanno convenuto quanto segue

ARTICOLO 1

(*Campo d'applicazione geografico*)

1 Ai fini della presente Convenzione, il mar Mediterraneo designa le acque marittime del Mediterraneo propriamente detto e dei golfi e mari che esso racchiude tra (limite occidentale) il meridiano che passa per il faro di capo Sparta, all'entrata dello stretto di Gibilterra, e (limite orientale) il limite meridionale dello stretto dei Dardanelli, tra i fari di Mehemetcik e di Kumkale.

2 Salvo disposizioni contrarie di uno qualunque dei protocolli relativi alla presente Convenzione, il mar Mediterraneo non comprende le acque interne delle Parti contraenti.

Articolo 2

(Definizioni)

Ai fini della presente Convenzione

a) si intende per « inquinamento » l'introduzione diretta o indiretta, da parte dell'uomo, di sostanze o di energia nell'ambiente marino, quando essa produce effetti nocivi come danni alle risorse biologiche, rischi per la salute dell'uomo, impedimento alle attività marittime ivi compresa la pesca, alterazioni della qualità dell'acqua di mare dal punto di vista della sua utilizzazione, e degradazione dei valori di massima concentrazione ammissibile;

b) si intende per « Organizzazione » l'organismo incaricato di assicurare le funzioni di segretariato in virtù dell'articolo 13 della presente Convenzione

Articolo 3

(Disposizioni generali)

1 Le Parti contraenti possono concludere degli accordi bilaterali o multilaterali, ivi compresi degli accordi regionali o subregionali, per la protezione dell'ambiente marino del mar Mediterraneo contro l'inquinamento, con la riserva che tali accordi siano compatibili con la presente Convenzione e conformi al diritto internazionale. Copia di tali accordi dovrà essere comunicata all'Organizzazione.

2. Nessuna disposizione della presente Convenzione può essere in contrasto con la codificazione e la elaborazione del diritto del mare effettuate dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto del mare, convocata in virtù della Risoluzione 2750C (XXV) dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, né con le rivendicazioni o posizioni giuridiche presenti o future di tutti gli Stati in materia di diritto del mare, e la natura e l'estensione della giurisdizione dello Stato rivierasco e dello Stato di bandiera.

Articolo 4

(Obblighi generali)

1 Le Parti contraenti adotteranno, individualmente o congiuntamente, tutte le misure appropriate e conformi alle disposizioni della presente Convenzione e dei Protocolli in vigore dei quali sono parti per prevenire, ridurre e combattere l'inquinamento del mar Mediterraneo e per proteggere e migliorare l'ambiente marino in questa zona.

2. Le Parti contraenti coopereranno per l'elaborazione e l'adozione, oltre che dei protocolli aperti alla firma contemporaneamente alla presente Convenzione, dei protocolli addizionali, che prescrivano le misure, le procedure e le norme concordate per assicurare l'applicazione della Convenzione.

3. Le Parti contraenti si impegnano inoltre a promuovere, nell'ambito degli organismi internazionali considerati qualificati, le misure concernenti la protezione dell'ambiente marino del mar Mediterraneo contro tutti i tipi e tutte le fonti di inquinamento.

Articolo 5

(Inquinamento dovuto alle operazioni di scarico effettuate da navi e aeromobili)

Le Parti contraenti adotteranno tutte le misure appropriate per prevenire e ridurre l'inquinamento del mar Mediterraneo dovuto alle operazioni di scarico effettuate da navi e aeromobili.

Articolo 6

(Inquinamento da navi)

Le Parti contraenti adotteranno tutte le misure conformi al diritto internazionale per prevenire, ridurre e combattere l'inquinamento del mar Mediterraneo causato dai rifiuti delle navi e per assicurare la effettiva applicazione, in questa zona, di regole generalmente ammesse sul piano internazionale e relative alla lotta contro questo tipo di inquinamento.

Articolo 7

(Inquinamento risultante dall'esplorazione e dallo sfruttamento della piattaforma continentale, del fondo marino e del suo sottosuolo)

Le Parti contraenti adotteranno tutte le misure appropriate per prevenire, ridurre e combattere l'inquinamento del mar Mediterraneo, risultante dall'esplorazione e dallo sfruttamento della piattaforma continentale, del fondo marino e del suo sottosuolo.

Articolo 8

(Inquinamento di origine tellurica)

Le Parti contraenti adotteranno tutte le misure appropriate per prevenire, ridurre e combattere l'inquinamento del mare Mediterraneo, dovuto agli scarichi dei fiumi, agli impianti industriali costieri o agli emissari, o derivante da ogni altra sorgente situata sul loro territorio.

ARTICOLO 9

(Cooperazione nel caso di inquinamento risultante da una situazione critica)

1 Le Parti contraenti coopereranno al fine di adottare le necessarie disposizioni nel caso di una situazione critica che generi inquinamento del mar Mediterraneo, quali che siano le cause di questa situazione critica, e per ridurre ed eliminare i danni che ne risultino.

2. Ogni Parte contraente che sia a conoscenza di una situazione critica generatrice d'inquinamento del mar Mediterraneo informerà senza indugio l'Organizzazione così come, attraverso l'Organizzazione o direttamente, tutte quelle Parti contraenti che potrebbero essere colpite da una tale situazione critica.

ARTICOLO 10

(Sorveglianza continua dell'inquinamento).

1. Le Parti contraenti si sforzeranno di porre in atto, in stretta cooperazione con gli organismi internazionali che esse considerano qualificati, dei programmi complementari o comuni di sorveglianza continua dell'inquinamento del mar Mediterraneo, ivi compresi, all'occorrenza, programmi bilaterali o multilaterali, e di istituire in questa zona un sistema di sorveglianza continua dell'inquinamento.

2. A questo fine, le Parti contraenti designeranno le autorità incaricate di assicurare la sorveglianza continua dell'inquinamento nelle zone che ricadono sotto la loro giurisdizione nazionale e parteciperanno, per quanto possibile, a delle intese internazionali per la sorveglianza continua dell'inquinamento nelle zone situate al di là dei limiti della loro giurisdizione nazionale.

3 Le Parti contraenti si impegnano a cooperare per elaborare, adottare e applicare gli allegati alla presente Convenzione che possono rendersi necessari per prescrivere procedure e norme comuni al fine della sorveglianza continua dell'inquinamento.

ARTICOLO 11.

(Cooperazione scientifica e tecnologica).

1. Le Parti contraenti si impegnano, per quanto possibile, a cooperare direttamente o, se necessario, con l'intermediazione di organizzazioni regionali o di altre organizzazioni internazionali qualificate nel campo della scienza e della tecnologia, come pure a scambiarsi dati e altre informazioni di carattere scientifico, al fine della realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione.

2 Le Parti contraenti si impegnano, per quanto possibile, a promuovere e a coordinare i loro programmi nazionali di ricerca riguardanti tutti i tipi di inquinamento dell'ambiente marino del mar Mediterraneo e a cooperare per elaborare e porre in atto programmi regionali e altri programmi internazionali di ricerca al fine di realizzare gli obiettivi della presente Convenzione.

3. Le Parti contraenti s'impegnano a cooperare per fornire una assistenza tecnica e altre forme possibili di assistenza nei settori relativi all'inquinamento dell'ambiente marino, dando la priorità alle particolari necessità dei paesi in via di sviluppo della regione mediterranea.

ARTICOLO 12

(Responsabilità e indennizzo dei danni).

Le Parti contraenti si impegnano a cooperare, per quanto possibile, per elaborare e adottare delle procedure appropriate riguardanti l'accertamento delle responsabilità e l'indennizzo dei danni risultanti dall'inquinamento dell'ambiente marino in violazione delle disposizioni della presente Convenzione e dei Protocolli applicabili.

ARTICOLO 13

(Intese di carattere istituzionale)

Le Parti contraenti indicano il « Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente » quale responsabile per l'espletamento delle funzioni di segretariato di seguito indicate:

i) convocare e preparare le riunioni delle Parti contraenti e le conferenze previste dagli articoli 14, 15 e 16;

ii) comunicare alle Parti contraenti le notifiche, i rapporti e altre informazioni ricevute in conformità agli articoli 3, 9 e 20;

iii) esaminare le domande di informazioni e le notizie provenienti dalle Parti contraenti e consultare dette Parti sulle questioni relative alla presente Convenzione, ai suoi Protocolli e ai suoi allegati;

iv) adempiere le funzioni che gli sono conferite in virtù dei Protocolli della presente Convenzione;

v) adempiere tutte le altre funzioni che gli sono conferite, all'occorrenza, dalle Parti contraenti;

vi) assicurare il necessario coordinamento con altre organizzazioni internazionali che le Parti contraenti considerano qualificate, e, specificamente, adottare, all'occorrenza, disposizioni amministrative necessarie per assolvere efficacemente le funzioni di segretariato.

Articolo 14

(Riunione delle Parti contraenti)

1. Le Parti contraenti terranno una riunione ordinaria ogni due anni e, ogni volta che lo riterranno necessario, delle riunioni straordinarie su richiesta dell'Organizzazione o di una Parte contraente, a condizione che le richieste siano appoggiate da almeno due Parti contraenti.

2. Le riunioni delle Parti contraenti avranno per oggetto la sorveglianza dell'applicazione della presente Convenzione e dei Protocolli e, in particolare:

i) di procedere ad un esame generale delle valutazioni formulate dalle Parti contraenti e dagli organismi internazionali qualificati circa la situazione dell'inquinamento marino e sui suoi effetti nel mar Mediterraneo;

ii) di studiare i rapporti sottoposti dalle Parti contraenti in conformità all'articolo 20;

iii) di adottare, esaminare e modificare, ove necessario in conformità alla procedura stabilita all'articolo 17, gli allegati alla presente Convenzione e ai Protocolli;

iv) di fare delle raccomandazioni concernenti l'adozione di protocolli addizionali o di emendamenti alla presente Convenzione o ai Protocolli, in conformità alle disposizioni degli articoli 15 e 16;

v) di costituire, ove necessario, dei gruppi di lavoro incaricati di esaminare ogni argomento connesso con la presente Convenzione, Protocolli e allegati;

vi) di studiare e porre in atto, all'occorrenza, ogni misura supplementare necessaria per la realizzazione degli obiettivi della presente Convenzione e dei Protocolli.

Articolo 15

(Adozione di protocolli addizionali)

1. Le Parti contraenti, nel corso di una conferenza diplomatica, potranno adottare dei protocolli addizionali alla presente Convenzione, in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 4.

2. Una conferenza diplomatica, in vista dell'adozione di protocolli addizionali, verrà convocata dall'Organizzazione se ne avranno fatto domanda i due terzi delle Parti contraenti

3 In attesa dell'entrata in vigore della presente Convenzione, l'Organizzazione, dopo aver consultato i firmatari della presente Convenzione, può convocare una conferenza diplomatica in vista della adozione di protocolli addizionali.

Articolo 16

(Emendamenti alla Convenzione o ai Protocolli)

1 Ogni Parte contraente della presente Convenzione può proporre degli emendamenti alla stessa. Gli emendamenti saranno adottati nel corso di una conferenza diplomatica convocata dall'Organizzazione su richiesta dei due terzi delle Parti contraenti.

2 Ogni Parte contraente della presente Convenzione può proporre emendamenti a uno qualunque dei Protocolli. Gli emendamenti saranno adottati nel corso di una conferenza diplomatica convocata dall'Organizzazione su richiesta dei due terzi delle Parti contraenti dal relativo Protocollo.

3. Gli emendamenti alla presente Convenzione saranno adottati a maggioranza dei tre quarti delle Parti contraenti della Convenzione rappresentati alla conferenza diplomatica, e saranno sottoposti, dal Depositario, all'accettazione di tutte le Parti contraenti della Convenzione. Gli emendamenti ad ogni Protocollo saranno adottati a maggioranza dei tre quarti delle Parti contraenti del detto Protocollo rappresentate alla Conferenza diplomatica, e saranno sottoposti, dal Depositario, all'accettazione di tutte le Parti contraenti di detto Protocollo.

4 L'accettazione degli emendamenti sarà notificata per iscritto al Depositario. Gli emendamenti adottati in conformità al paragrafo 3 del presente articolo entreranno in vigore, tra le Parti contraenti che li avranno accettati, trenta giorni dopo che il Depositario avrà ricevuto la notifica della loro accettazione da almeno i tre quarti delle Parti contraenti della presente Convenzione e del relativo Protocollo, secondo i casi.

5 Dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione o ad un Protocollo, ogni nuova Parte contraente alla presente Convenzione o di detto Protocollo diviene Parte contraente all'istrumento così emendato.

Articolo 17

(Allegati ed emendamenti agli allegati)

1 Gli allegati alla presente Convenzione o ad uno qualunque dei Protocolli fanno parte integrante della Convenzione o del Protocollo, secondo i casi

2. Salvo disposizioni contrarie di uno qualunque dei Protocolli, per l'adozione e l'entrata in vigore di ogni emendamento agli allegati della presente Convenzione o di uno qualunque dei protocolli,

ad eccezione degli emendamenti agli allegati che riguardino l'arbitrato, si applicherà la procedura seguente:

i) ogni parte contraente può proporre emendamenti agli allegati della presente Convenzione o dei Protocolli al momento delle riunioni previste all'articolo 14;

ii) gli emendamenti saranno adottati a maggioranza dei tre quarti delle Parti contraenti dell'instrumento di cui trattasi;

iii) il Depositario comunicherà senza indugio a tutte le Parti contraenti gli emendamenti così adottati;

iv) ogni Parte contraente che non sia in grado di approvare un emendamento agli allegati della presente Convenzione o di uno qualunque dei Protocolli ne deve dare notifica per iscritto al Depositario prima della scadenza di un termine fissato dalle Parti contraenti interessate al momento dell'adozione dell'emendamento;

v) il Depositario informerà senza indugio tutte le Parti contraenti di ogni notifica ricevuta in conformità al sotto-paragrafo precedente;

vi) allo scadere del termine indicato dal sotto-paragrafo *iv)* di cui sopra, l'emendamento all'allegato ha effetto per tutte quelle Parti contraenti della presente Convenzione o, del Protocollo relativo, che non abbiano inviato una notifica in conformità alle disposizioni del detto sotto-paragrafo.

3 L'adozione e l'entrata in vigore di un nuovo allegato alla presente Convenzione o ad uno qualunque dei Protocolli sono soggette alle stesse procedure relative all'adozione e all'entrata in vigore di un emendamento ad un allegato, in conformità alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo; nondimeno, se questo comporta un emendamento alla Convenzione o al Protocollo di cui trattasi, il nuovo allegato non entra in vigore che dopo l'emendamento della Convenzione o del Protocollo.

4. Gli emendamenti all'allegato che riguardano l'arbitrato sono considerati come emendamenti alla presente Convenzione e sono proposti e adottati in conformità della procedura indicata all'articolo 16 di cui sopra.

ARTICOLO 18.

(Regolamento interno e regole finanziarie)

1 Le Parti contraenti adotteranno un regolamento interno per le riunioni e le conferenze previste agli articoli 14, 15 e 16 di cui sopra.

2. Le Parti contraenti adotteranno delle regole finanziarie, elaborate in consultazione con l'Organizzazione, per determinare specificamente la loro partecipazione finanziaria

ARTICOLO 19

(Esercizio particolare del diritto di voto)

Nei settori attinenti alle loro competenze, la Comunità economica europea e ogni raggruppamento economico regionale di cui all'articolo 24 eserciteranno il loro diritto di voto con un numero di voti uguale al numero dei loro Stati membri che sono Parti contraenti della presente Convenzione e di uno o più Protocolli; la Comunità economica europea e ogni raggruppamento sopra menzionato non eserciteranno il loro diritto di voto nei casi in cui questo venga esercitato dagli Stati membri interessati e viceversa.

ARTICOLO 20

(Rapporti)

Le Parti contraenti invieranno all'Organizzazione rapporti sulle misure adottate in applicazione della presente Convenzione e dei Protocolli dei quali fanno parte; la forma e la frequenza di questi rapporti verrà determinata al momento delle riunioni delle Parti contraenti

ARTICOLO 21

(Verifica dell'applicazione)

Le Parti contraenti si impegnano a cooperare per la formulazione delle procedure che permettano di vigilare sull'applicazione della presente Convenzione e dei Protocolli

ARTICOLO 22

(Risoluzione delle controversie)

1. Qualora sorga una controversia tra le Parti contraenti circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione o dei Protocolli, dette Parti si sforzeranno di dirimerla attraverso negoziati o qualunque altro mezzo pacifico a loro scelta.

2. Se le Parti interessate non potranno appianare le loro controversie con i mezzi menzionati al paragrafo precedente, la controversia verrà sottoposta, di comune accordo, ad arbitrato alle condizioni stabilite nell'allegato *A* della presente Convenzione

3. Nondimeno, le Parti contraenti, in qualunque momento, possono dichiarare di riconoscere come obbligatoria a pieno diritto e senza speciali convenzioni, nei riguardi di ogni Parte che accetti lo stesso vincolo, l'applicazione della procedura di arbitrato in con-

formità delle disposizioni dell'allegato *A*. Una tale dichiarazione è notificata per iscritto al Depositario, che ne da comunicazione alle altre *Parti*.

ARTICOLO 23

(*Relazione fra la Convenzione e i Protocolli*)

1 Nessuno Stato potrà diventare Parte contraente della presente Convenzione, se nello stesso tempo non diventerà parte di almeno uno dei Protocolli. Nessuno Stato potrà diventare Parte contraente di un qualsivoglia Protocollo se non è, o non diventerà nello stesso tempo, Parte contraente della presente Convenzione.

2. Ogni Protocollo della presente Convenzione impegna esclusivamente le Parti contraenti di tale Protocollo.

3 Le sole Parti contraenti di un Protocollo possono prendere le decisioni relative al detto Protocollo per l'applicazione degli articoli 14, 16 e 17 della presente Convenzione

ARTICOLO 24

(*Firma*).

La presente Convenzione, il Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo causato dalle operazioni di scarico effettuate da navi e da aereomobili, e il Protocollo relativo alla cooperazione in materia di lotta contro l'inquinamento del mar Mediterraneo causato da idrocarburi e da altre sostanze nocive, nel caso di situazione critica, saranno aperti a Barcellona il 16 febbraio 1976 e a Madrid dal 17 febbraio 1976 al 16 febbraio 1977, alla firma degli Stati invitati in quanto partecipanti alla Conferenza dei plenipotenziari degli Stati costieri della regione mediterranea sulla protezione del mar Mediterraneo, tenuta a Barcellona dal 2 al 16 febbraio 1976, e di ogni Stato autorizzato a firmare uno qualunque dei Protocolli, in conformità delle disposizioni di tale Protocollo. Saranno ugualmente aperti, sino alla stessa data, alla firma della Comunità economica europea e di ogni raggruppamento economico regionale similare di cui uno almeno dei membri è uno Stato costiero della zona del mar Mediterraneo, che eserciti delle competenze nei settori trattati dalla presente Convenzione così pure da ciascun Protocollo in materia.

ARTICOLO 25

(*Ratifica, accettazione o approvazione*)

La presente Convenzione e ciascun Protocollo relativo, saranno soggetti a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo spagnolo, che assumerà le funzioni di Depositario.

ARTICOLO 26

(*Adesione*).

1. A partire dal 17 febbraio 1977, la presente Convenzione, il Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo causato dalle operazioni di scarico effettuate dalle navi e dagli aereomobili e il Protocollo relativo alla cooperazione in materia di lotta contro l'inquinamento del mar Mediterraneo causato da idrocarburi e da altre sostanze nocive, nel caso di situazione critica, saranno aperti all'adesione degli Stati previsti all'articolo 24, della Comunità economica europea e di ogni raggruppamento previsto al detto articolo.

2 Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione e di ogni Protocollo relativo, ogni Stato non previsto all'articolo 24 potrà aderire alla presente Convenzione e a ciascun Protocollo, con riserva della approvazione preventiva da parte dei tre quarti delle Parti contraenti al relativo Protocollo

3 Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Depositario.

ARTICOLO 27

(*Entrata in vigore*).

1. La presente Convenzione entrerà in vigore alla medesima data nella quale è entrato in vigore il primo dei Protocolli

2. La Convenzione entrerà ugualmente in vigore per quanto riguarda gli Stati, la Comunità economica europea e ogni raggruppamento economico regionale, previsti all'articolo 24, che avranno adempiuto le formalità richieste per diventare Parti contraenti di ogni altro Protocollo che non sarà ancora entrato in vigore.

3. Ogni Protocollo della presente Convenzione, salvo contrarie disposizioni di questo Protocollo, entrerà in vigore il trentesimo giorno a partire dalla data del deposito di almeno sei strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione di questo Protocollo o di adesione a questo delle Parti previste all'articolo 24.

4 In seguito, la presente Convenzione e ogni Protocollo entreranno in vigore nei riguardi di ciascuno Stato, della Comunità economica europea e di ogni raggruppamento economico regionale, previsti all'articolo 24, il trentesimo giorno dopo il deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

ARTICOLO 28.

(Denunzia)

1. In ogni momento dopo la scadenza di un termine di tre anni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Parte contraente potrà denunziare la Convenzione dandone a questo fine una notifica scritta

2 Salvo disposizione contraria di uno qualunque dei Protocolli della presente Convenzione, ogni Parte contraente, in ogni momento alla scadenza di un periodo di tre anni a partire dalla data di entrata in vigore di questo Protocollo, potrà denunziare il Protocollo stesso dandone a questo fine una notifica scritta

3 La denunzia avrà effetto 90 giorni dopo la data di ricezione da parte del Depositario.

4. Ogni Parte contraente che denunzia la presente Convenzione sarà considerata come se avesse egualmente denunziato ogni Protocollo del quale essa era parte.

5. Ogni Parte contraente che, a seguito della sua denunzia di un Protocollo, non fa più parte di nessun protocollo della presente Convenzione, sarà considerata come se avesse egualmente denunziato la presente Convenzione.

ARTICOLO 29

(Funzioni del Depositario)

1 Il Depositario notificherà alle Parti contraenti e a tutte le altre Parti previste all'articolo 24, così pure all'Organizzazione:

i) la firma della presente Convenzione e di ogni Protocollo relativo e il deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, effettuati in conformità delle disposizioni degli articoli 24, 25 e 26;

ii) la data alla quale entreranno in vigore la Convenzione e ogni Protocollo in conformità delle disposizioni dell'articolo 27;

iii) le notifiche di denunzia fatte in conformità delle disposizioni dell'articolo 28;

iv) gli emendamenti adottati per ciò che concerne la Convenzione e ogni Protocollo, la loro accettazione dalle Parti contraenti e la data di entrata in vigore di questi emendamenti in conformità alle disposizioni dell'articolo 16;

v) l'adozione di nuovi allegati e gli emendamenti a ogni allegato in conformità alle disposizioni dell'articolo 17;

vi) le dichiarazioni di accettazione dell'applicazione obbligatoria della procedura di arbitrato in conformità al paragrafo 3 dell'articolo 22

2 Gli originali della presente Convenzione e di tutti i Protocolli relativi saranno depositati presso il Depositario, il Governo spagnolo, che ne invierà copie certificate conformi alle Parti contraenti e all'Organizzazione, così pure al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione e la loro pubblicazione in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Barcellona, il 16 febbraio millenovecentosettantasei, in un solo esemplare in lingua inglese, araba, spagnola e francese, i quattro testi facenti egualmente fede.

ALLEGATO A

ARBITRATO

ARTICOLO 1

A meno che le Parti in controversia non stabiliscano diversamente, la procedura di arbitrato è condotta in conformità alle disposizioni del presente allegato.

ARTICOLO 2

1 Su richiesta indirizzata da una Parte contraente a un'altra Parte contraente in applicazione dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 22 della Convenzione, viene costituito un tribunale arbitrale. La richiesta di arbitrato deve indicare l'oggetto della richiesta, ivi compresi, specificamente, gli articoli della Convenzione o dei Protocolli, sulla cui interpretazione o applicazione siano sorti contrasti.

2. La Parte richiedente informa l'Organizzazione del fatto che essa ha richiesto la costituzione di un tribunale arbitrale, del nome dell'altra Parte in controversia, così pure degli articoli della Convenzione o dei Protocolli la cui interpretazione o applicazione costituiscono a suo avviso oggetto della controversia. L'Organizzazione comunica le informazioni così ricevute a tutte le Parti contraenti della Convenzione.

ARTICOLO 3

Il tribunale arbitrale è composto di tre membri ognuna delle Parti in causa nomina un arbitro; i due arbitri così nominati designeranno di comune accordo il terzo arbitro, che assume la presidenza del tribunale. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle Parti in causa, né avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti; né trovarsi al servizio di una di esse, né essersi in precedenza occupato della questione sotto alcuna altra veste.

ARTICOLO 4

1 Se due mesi dopo la nomina del secondo arbitro, il presidente del tribunale arbitrale non è stato nominato, il Segretario generale delle Nazioni Unite procede, su richiesta della parte più diligente, ad una propria designazione entro un nuovo termine di due mesi.

2. Se dopo un termine di due mesi dal ricevimento della richiesta, una delle Parti in causa non avrà proceduto alla nomina di un arbitro, l'altra Parte potrà appellarsi al Segretario generale delle Nazioni Unite che nominerà il presidente del tribunale arbitrale entro un nuovo termine di due mesi Dopo la sua nomina, il presidente del tribunale arbitrale richiede alla Parte che non ha nominato l'arbitro, di farlo entro il termine di due mesi. Trascorso questo termine, si rivolgerà al Segretario generale delle Nazioni Unite che procederà a questa nomina entro un nuovo termine di due mesi.

ARTICOLO 5

1 Il tribunale arbitrale decide secondo le norme del diritto internazionale e, in particolare, della presente Convenzione e dei Protocolli relativi

2 Ogni tribunale arbitrale costituito secondo i termini del presente allegato stabilirà le proprie norme di procedura.

ARTICOLO 6

1. Le decisioni del tribunale arbitrale, sia per quanto riguarda la procedura che la sostanza, sono prese a maggioranza dei voti dei suoi membri.

2. Il tribunale può prendere tutte le misure appropriate per accertare i fatti. Può, su domanda di una delle Parti, raccomandare le indispensabili misure conservative.

3. Se due o più tribunali arbitrali costituiti secondo i termini del presente allegato si trovano investiti di richieste aventi oggetti identici o analoghi, potranno consultarsi circa le procedure relative all'accertamento dei fatti e tenerne conto per quanto possibile.

4. Le Parti in causa forniranno tutte le necessarie facilitazioni per l'efficace svolgimento del procedimento

5 L'assenza o la contumacia di una Parte in causa, non verrà considerata di ostacolo al procedimento.

ARTICOLO 7

1 La sentenza del tribunale arbitrale deve essere motivata Essa è definitiva e vincolante per le Parti in causa.

2. Ogni controversia che potrà verificarsi tra le Parti per ciò che riguarda l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza potrà essere sottoposta dalla Parte più diligente al tribunale arbitrale che l'ha emessa o, se quest'ultimo non può esserne investito, a un altro tribunale arbitrale costituito a questo fine nella stessa maniera del primo.

ARTICOLO 8

La Comunità economica europea e ogni raggruppamento economico previsto all'articolo 24 della Convenzione, come ogni altra Parte contraente alla Convenzione, sono abilitati ad agire come richiedenti o appellanti davanti al tribunale arbitrale.

PROTOCOLLO

relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo causato dalle operazioni di scarico effettuate da navi e aereomobili

Le Parti contraenti al presente Protocollo,

Essendo Parti della Convenzione per la salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento,

Riconoscendo il pericolo che fa correre all'ambiente marino l'inquinamento risultante dalle operazioni di scarico di rifiuti o altre materie, effettuate da navi e aereomobili,

Stimando che è nel comune interesse degli Stati rivieraschi del mar Mediterraneo proteggere l'ambiente marino contro questo pericolo,

Tenendo conto della Convenzione sulla prevenzione dell'inquinamento dei mari, causata dallo scarico di rifiuti e di altre materie, firmata a Londra nel 1972,

Hanno convenuto quanto segue

ARTICOLO 1

Le Parti contraenti al presente Protocollo (qui appresso chiamate « le Parti ») prendono tutte le misure appropriate per prevenire e ridurre l'inquinamento del mar Mediterraneo provocato dalle operazioni di scarico effettuate dalle navi e dagli aereomobili.

ARTICOLO 2

La zona di applicazione del presente Protocollo è la zona del mar Mediterraneo delimitata all'articolo 1 della Convenzione per la salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento (qui appresso denominata « la Convenzione »).

Articolo 3

Ai fini del presente Protocollo

1. « Navi e aereomobili » indica veicoli che circolino sopra l'acqua, nell'acqua, o nei cieli, di qualunque tipo essi siano. Questa espressione congloba i veicoli a cuscino d'aria e le macchine galleggianti, ad autopropulsione o meno, così come le piattaforme o altre opere sistemate in mare compreso il loro equipaggiamento

2 « Rifiuti o altre materie » indica materiali e sostanze di ogni tipo, di ogni forma e di ogni natura

3 « Scarichi » indica

a) tutto ciò che deliberatamente è gettato in mare, rifiuti e altre materie, da navi e aereomobili;

b) ogni affondamento di una nave o aereomobile

4 Il termine « scarichi » non indica

a) lo scarico in mare di rifiuti o altre materie risultanti o provenienti dal normale esercizio delle navi e degli aereomobili così come dal loro equipaggiamento, ad eccezione di rifiuti o altre materie trasportate da o trasbordate su navi o aereomobili utilizzati per gli scarichi di queste materie o provenienti dal trattamento di tali rifiuti o altre materie a bordo delle predette navi ed aereomobili;

b) il deposito di materie a scopi diversi da quello della loro semplice eliminazione salvo che un tale deposito non sia incompatibile con l'oggetto del presente Protocollo

5 « Organizzazione » indica l'organismo previsto all'articolo 13 della Convenzione.

Articolo 4

Lo scarico, nel mar Mediterraneo, di rifiuti o altre materie enumerate nell'Allegato I del presente Protocollo è vietato

Articolo 5

Lo scarico, nel mar Mediterraneo, di rifiuti o altre materie enumerate nell'Allegato II del presente Protocollo è subordinato, in ogni caso, al preventivo rilascio di un permesso specifico, da parte delle autorità nazionali competenti.

Articolo 6

Lo scarico, nel mar Mediterraneo, di ogni altro rifiuto o sostanza è subordinato al preventivo rilascio di un permesso generale, da parte delle autorità nazionali competenti.

Articolo 7

I permessi previsti agli articoli 5 e 6 di cui sopra, non saranno rilasciati che dopo un attento esame di tutti gli elementi enumerati all'allegato III del presente Protocollo L'Organizzazione riceverà i dati relativi ai detti permessi.

Articolo 8

Le disposizioni degli articoli 4, 5 e 6 non si applicano in caso di forza maggiore, dovuto a intemperie o ad ogni altra causa allorquando sia minacciata la vita umana o la sicurezza di una nave, o di un aeromobile. In questo caso, gli scarichi saranno immediatamente notificati all'Organizzazione e, dall'Organizzazione o direttamente, ad ogni Parte che potrebbe esserne colpita, con tutti i particolari relativi alle circostanze, alla natura e alla quantità dei rifiuti o delle altre sostanze gettate in mare.

Articolo 9

In caso di situazione critica che abbia un carattere eccezionale, se una Parte stima che i rifiuti e le altre sostanze che figurano nell'Allegato I del presente Protocollo non possono essere eliminati a terra senza rischio o pregiudizio inaccettabile, particolarmente per la sicurezza della vita umana, essa consulterà immediatamente l'Organizzazione. L'Organizzazione, dopo consultazione delle Parti del presente Protocollo, raccomanderà dei metodi di stoccaggio o i mezzi di distruzione o di eliminazione più soddisfacenti, secondo le circostanze. La Parte informerà l'Organizzazione delle misure adottate in applicazione di queste raccomandazioni. Le Parti si impegnano a prestarsi mutua assistenza in tali situazioni.

Articolo 10

1 Ogni Parte designa una o più autorità competenti per

a) rilasciare i permessi specifici di cui all'articolo 5;

b) rilasciare i permessi generali di cui all'articolo 6;

c) registrare la natura e la quantità dei rifiuti o delle altre sostanze il cui scarico è autorizzato, così come la località, la data e il metodo di scarico

2 Le autorità competenti di ogni Parte rilasceranno i permessi di cui agli articoli 5 e 6 per i rifiuti o altre sostanze destinate ad essere scaricate, allorché essi siano:

a) caricati nel proprio territorio;

b) caricati da una nave o un aeromobile registrati nel proprio territorio o battenti la sua bandiera quando questo carico sia avvenuto sul territorio di uno Stato che non fa parte del presente Protocollo

Articolo 11

1. Ogni Parte adotterà le misure necessarie per l'applicazione del presente Protocollo:

a) alle navi e agli aeromobili registrati sul proprio territorio o battenti la sua bandiera;

b) alle navi e agli aeromobili che hanno caricato nel proprio territorio rifiuti o altre sostanze che dovranno essere scaricate;

c) alle navi e agli aeromobili che si presume debbano effettuare operazioni di scarico nelle zone ricadenti sotto la propria giurisdizione.

2. Il presente Protocollo non si applica alle navi e agli aeromobili che appartengono a uno Stato Parte del presente Protocollo o amministrate da questo Stato utilizzate esclusivamente a fini governativi e non commerciali. Tuttavia, ogni Parte deve assicurarsi, adottando misure appropriate che non compromettano le operazioni o la capacità operativa delle navi e degli aeromobili ad essa appartenenti o da essa amministrati, che questi agiscano in maniera compatibile con il presente Protocollo, nella misura in cui ciò sia, in pratica, ragionevole.

Articolo 12

Ciascuna delle Parti si impegna a dare istruzioni alle proprie navi e aeromobili impiegati in servizi di ispezione marittima così come in altri servizi qualificati, di segnalare alle proprie autorità nazionali ogni incidente o situazione nel mar Mediterraneo, che faccia supporre che sia stato effettuato o che sia per effettuarsi uno scarico contrario alle disposizioni del presente Protocollo Questa Parte ne informerà, se lo giudicherà opportuno, ogni altra Parte interessata.

Articolo 13

Nessuna delle disposizioni del presente Protocollo è intesa a ledere il diritto di ogni Parte di adottare altre misure, conformi al diritto internazionale, per prevenire l'inquinamento dovuto alle operazioni di scarico

Articolo 14

1 Le riunioni ordinarie delle Parti del presente Protocollo si terranno al momento delle riunioni ordinarie delle Parti contraenti alla Convenzione, convocate in applicazione dell'articolo 14 di detta Convenzione Anche le Parti del presente Protocollo possono tenere riunioni straordinarie in conformità all'articolo 14 della Convenzione.

2 Le riunioni delle Parti del presente Protocollo avranno in particolare per oggetto:

a) di vigilare sull'applicazione del presente Protocollo, e di esaminare l'efficacia delle misure adottate e l'opportunità di adottare altre disposizioni, in particolare sotto forma di allegati;

b) di studiare e valutare i dati relativi ai permessi rilasciati in conformità agli articoli 5, 6 e 7 e agli scarichi effettuati;

c) di riesaminare ed emendare, ove occorra, ogni Allegato al presente Protocollo;

d) di svolgere, per quanto necessario, tutte le altre funzioni in applicazione del presente Protocollo

3. Gli emendamenti agli Allegati del presente Protocollo in virtu dell'articolo 17 della Convenzione saranno adottati con voto a maggioranza dei tre quarti delle Parti

Articolo 15

1 Le disposizioni della Convenzione in rapporto a tutti i Protocolli si applicano al presente Protocollo

2. Il regolamento interno e le regole finanziarie adottate in conformità all'articolo 18 della Convenzione si applicano al presente Protocollo, a meno che le Parti del presente Protocollo non convengano diversamente.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Barcellona, il sedici febbraio millenovecentosettantasei, in un solo esemplare nelle lingue inglese, araba, spagnola e francese, i quattro testi facenti ugualmente fede

ALLEGATO I

A Ai fini dell'applicazione dell'articolo 4 del Protocollo sono enumerate le seguenti sostanze:

1. Composti organo-alogeni e composti che possono dar luogo a tali sostanze nell'ambiente marino, con esclusione di quelle che non sono tossiche o che, in mare, si trasformano rapidamente in sostanze biologicamente innocue, a condizione che non alterino il sapore degli organismi commestibili

2. Composti organo-silicei e composti che possono produrre tali sostanze nell'ambiente marino, con esclusione di quelle che non sono tossiche o che in mare si trasformano rapidamente in sostanze biologicamente innocue, a condizione che non alterino il sapore degli organismi marini commestibili.

3 Mercurio e composti di mercurio

4 Cadmio e composti di cadmio

5 Materie plastiche persistenti e altri materiali sintetici persistenti che possono materialmente recare molestia alla pesca o alla navigazione, diminuire i valori di massima concentrazione ammissibile o provocare danno a tutte le altre legittime utilizzazioni del mare.

6 Petrolio grezzo e idrocarburi che possono derivare dal petrolio, così come le miscele contenenti questi prodotti, caricate a bordo per essere scaricate in mare

7 Rifiuti e altre materie, fortemente, mediamente e debolmente radioattive, come definite dall'Agenzia internazionale dell'energia atomica

8 Composti acidi e basici la cui composizione e quantità sono tali da poter compromettere gravemente la qualità delle acque del mare. La composizione e la quantità da prendere in considerazione saranno determinate dalle Parti secondo la procedura prevista al paragrafo 3 dell'articolo 14 del presente Protocollo.

9 Materie prodotte per la guerra biologica e chimica sotto qualsivoglia forma (per esempio solida, liquida, semiliquida, gassosa o vivente), ad eccezione di quelle che rapidamente sono rese inoffensive nel mare per mezzo di processi fisici, chimici o biologici a condizione che:

i) non alterino il sapore degli organismi marini commestibili;

ii) non presentino pericoli per la salute dell'uomo e degli animali.

B. Il presente Allegato non si applica ai rifiuti e alle altre sostanze, come i fanghi di fogna e gli sterri di dragaggio, che contengono le sostanze specificate ai paragrafi da 1 a 6 di cui sopra allo stato di tracce contaminanti Lo scarico di questi rifiuti è soggetto alle disposizioni degli Allegati II e III, secondo i casi.

ALLEGATO II

I rifiuti e le altre sostanze il cui scarico necessiti di speciali precauzioni sono qui di seguito enumerati al fine dell'applicazione dell'articolo 5 del Protocollo:

1 *i*) Arsenico, piombo, rame, zinco, berillo, cromo, nichel, vanadio, selenio, antimonio e i loro composti;

ii) cianuri e fluoruri;

iii) pesticidi e sotto prodotti degli stessi non previsti all'Allegato I;

iv) sostanze chimiche organiche sintentiche escluse quelle previste all'Allegato I, suscettibili di aver effetti nocivi sugli organismi marini o di alterare il sapore degli organismi marini commestibili

2. *i*) Composti acidi e basici la cui composizione e quantità non sono ancora state determinate secondo la procedura prevista al paragrafo 3 dell'articolo 14 del presente Protocollo.

3. Recipienti, rottami di ferro e altri rifiuti voluminosi che possono depositarsi sul fondo marino costituendo così un serio ostacolo alla pesca o alla navigazione.

4. Sostanze che, pur non essendo tossiche per loro natura, possono diventare nocive in ragione delle quantità scaricate, o che rischiano di diminuire sensibilmente i valori di massima concentrazione ammissibile o di mettere in pericolo la vita umana o gli organismi marini o di frapporre ostacoli alla navigazione.

5 Rifiuti radioattivi o altre sostanze radioattive che non saranno comprese nell'Allegato I Per il rilascio dei permessi di scarico di queste sostanze, le Parti terranno debito conto delle raccomandazioni dell'organismo internazionale competente in materia, attualmente, l'Agenzia internazionale per l'energia atomica.

ALLEGATO III

I fattori che devono essere presi in considerazione per stabilire i criteri da adottare per il rilascio delle autorizzazioni per lo scarico delle sostanze, secondo le disposizioni dell'articolo 7 sono in particolare i seguenti:

A *Caratteristiche e composizione della materia*

1. Quantità totale scaricata e composizione media della sostanza (per esempio all'anno).

2 Forma (per esempio solida, fangosa, liquida o gassosa)

3. Proprietà fisiche (come la solubilità e la densità), chimiche e biochimiche (come la richiesta di ossigeno e di sostanze nutritive) e biologiche (come la presenza di *virus*, *bacteri*, fermenti, parassiti)

4 Tossicità

5 Persistenza fisica, chimica e biologica

6 Accumulazione e trasformazione biologica in sostanze biologiche o in sedimenti.

7 Sensibilità alle trasformazioni fisiche, chimiche e biochimiche e interazione nell'ambiente acquatico con altre sostanze organiche e inorganiche disciolte

8 Probabilità di contaminazione e altre alterazioni che diminuiscano il valore commerciale delle risorse marine (pesci, molluschi, crostacei, ecc)

B) *Caratteristiche del luogo di scarico e metodo di deposito*

1. Località (per esempio coordinate della zona dello scarico, profondità e distanza dalle coste), situazione in rapporto ad altre località (come zone turistiche, di fecondazione di uova di pesce, di culture e di pesca e di risorse che possono essere coltivate).

2 Cadenza di evacuazione della materia (per esempio, quantità quotidiana, settimanale, mensile).

3 Metodi d'imballaggio e di condizionamento, se del caso

4 Diluizione iniziale realizzata con il metodo di discarica proposto, in particolare la velocità delle navi.

5 Caratteristiche di dispersione (come gli effetti delle correnti, delle maree, e del vento sullo spostamento orizzontale e sull'inclinazione verticale).

6 Caratteristiche dell'acqua [come la temperatura, pH, salinità, stratificazione, indici di inquinamento: in particolare ossigeno disciolto (OD), richiesta chimica di ossigeno (DCO), richiesta biochimica di ossigeno (DBO), presenza di azoto sotto forma organica o minerale, e particolarmente presenza di ammoniaca, di sostanze in sospensione, di altre materie nutritive, produttività].

7 Caratteristiche del fondo marino (come la topografia, caratteristiche geochimiche e geologiche, produttività biologica).

8 Esistenza ed effetti dovuti ad altri scarichi effettuati nella zona (per esempio, rilievi che indicano la presenza di metalli pesanti e il contenuto in carbonio organico).

9 Al momento del rilascio di un permesso di scarico, le Parti contraenti si sforzeranno di determinare se esiste una base scientifica adeguata per valutare, secondo le disposizioni che precedono e tenuto conto delle variazioni stagionali, le conseguenze di uno scarico nella zona di cui trattasi.

C *Considerazioni e particolarità generali*

1 Eventuali effetti sulle zone turistiche (come la presenza di materiali galleggianti o arenati, torbidezza, odori sgradevoli, scolorimento, schiuma).

2. Eventuali effetti sulla fauna e la flora marina, la piscicoltura e la conchiglicoltura, le riserve di pesca e i luoghi di pesca, il raccolto e la coltura delle alghe.

3 Eventuali conseguenze sulle altre utilizzazioni del mare (come: alterazione della qualità dell'acqua dovuta ad usi industriali, correzioni sottomarine delle opere in mare. Turbamento dell'attività delle navi a causa dei materiali galleggianti, impedimenti alla pesca e alla navigazione dovuti al deposito di scarichi o di oggetti solidi sul fondo marino e protezione delle zone di particolare importanza dal punto di vista scientifico o della conservazione).

4. Possibilità pratiche di ricorrere ad altri metodi di trattamento sulla terraferma, di rigetto o di eliminazione, o dei trattamenti che riducano la nocività delle sostanze prima che vengano scaricate in mare.

PROTOCOLLO

relativo alla cooperazione in materia di lotta contro l'inquinamento del mar Mediterraneo causato da idrocarburi e altre sostanze nocive in caso di situazione critica

Le Parti contraenti del presente Protocollo,

facendo parte della Convenzione per la salvaguardia del mar Mediterraneo dall'inquinamento,

riconoscendo che un grave inquinamento delle acque del mar Mediterraneo causato da idrocarburi e da altre sostanze nocive può creare un pericolo per gli Stati rivieraschi e per gli ecosistemi marittimi,

stimando che la lotta contro questo inquinamento richiede la cooperazione di tutti gli Stati rivieraschi del Mediterraneo,

tenendo presente la Convenzione internazionale del 1973 per la prevenzione dell'inquinamento causato da navi, la Convenzione internazionale del 1969 sull'intervento in alto mare in caso di incidente che cagioni o possa cagionare un inquinamento da idrocarburi, come pure il Protocollo del 1973 circa l'intervento in alto mare in caso di inquinamento dovuto a sostanze diverse dagli idrocarburi,

tenendo ugualmente conto della Convenzione internazionale del 1969 sulla responsabilità civile per i danni dovuti all'inquinamento da idrocarburi,

hanno convenuto quanto segue

ARTICOLO 1

Le Parti contraenti del presente Protocollo (qui di seguito denominate « le Parti ») coopereranno al fine di adottare le necessarie disposizioni, nel caso che la presenza massiccia, di origine accidentale o risultante da un effetto cumulativo, di idrocarburi o di altre sostanze nocive inquinanti o che rischiano di inquinare le acque della zona definita all'articolo 1 della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento (qui di seguito denominata « la Convenzione »), costituisca un pericolo grave ed imminente per l'ambiente marino, le coste o gli interessi relativi di una o più Parti.

ARTICOLO 2.

Ai fini del presente Protocollo, l'espressione « interessi relativi » indica gli interessi di uno Stato rivierasco direttamente colpito o minacciato e che si riferiscono, tra l'altro:

a) alle attività marittime costiere, portuali o di estuari, ivi comprese le attività dei luoghi di pesca;

b) all'attrattiva storica e turistica, ivi compresi gli sport acquatici e altre attività ricreative, della regione considerata;

c) alla salute delle popolazioni costiere;

d) alla conservazione delle risorse viventi

ARTICOLO 3.

Le Parti si sforzeranno di sostenere e di promuovere, sia individualmente sia in cooperazione bilaterale o multilaterale, i loro piani di emergenza e i loro mezzi di lotta contro l'inquinamento del mare dovuto ad idrocarburi e ad altre sostanze nocive. Questi mezzi comprendono in particolare le attrezzature, le navi, gli aeromobili e il personale necessario alle operazioni in caso di situazione critica.

ARTICOLO 4.

Le Parti predisporranno e attueranno, sia individualmente sia in cooperazione bilaterale o multilaterale, una sorveglianza attiva del mar Mediterraneo, in modo da avere una conoscenza la più precisa possibile degli avvenimenti definitivi all'articolo 1 del presente Protocollo.

ARTICOLO 5.

Nel caso di scarico o di caduta in mare di sostanze nocive in colli, contenitori, cisterne mobili, o vagoni-cisterna, le Parti si impegnano a cooperare per quanto possibile al loro salvataggio e al loro recupero, in modo da ridurre i rischi di inquinamento dell'ambiente marino.

ARTICOLO 6.

1. Ogni Parte si impegna a trasmettere alle altre Parti le informazioni concernenti:

a) l'organizzazione nazionale o le autorità nazionali competenti in materia di lotta contro l'inquinamento del mare da idrocarburi e altre sostanze nocive;

b) le autorità nazionali competenti incaricate di ricevere le informazioni riguardanti l'inquinamento del mare causato da idrocarburi e altre sostanze nocive e di trattare le questioni di assistenza fra le Parti:

c) i nuovi metodi in materia di prevenzione dell'inquinamento del mare causato da idrocarburi e altre sostanze nocive, i nuovi processi per combattere l'inquinamento, e lo sviluppo dei programmi di ricerche in materia.

2 Le Parti che, all'occasione, converranno di scambiarsi direttamente fra loro queste informazioni sono nondimento tenute a comunicarle al centro regionale. Quest'ultimo ne assicura la comunicazione alle altre Parti e, con riserva di reciprocità, agli Stati rivieraschi del mar Mediterraneo che non sono Parti del presente Protocollo.

ARTICOLO 7.

Le Parti si impegnano a coordinare l'utilizzazione dei mezzi di comunicazione di cui dispongono per assicurare, con la affidabilità e la rapidità necessarie, la ricezione, la trasmissione e la diffusione di tutti i rapporti e le informazioni urgenti relative agli eventi e alle situazioni definite all'articolo 1. Il centro regionale sarà dotato di mezzi di comunicazione che gli permettano di partecipare a questo sforzo e, particolarmente, di adempiere le funzioni ad esso assegnate dal paragrafo 2 dell'articolo 10.

ARTICOLO 8.

1. Ogni Parte impartirà, ai comandanti delle navi che battono la sua bandiera e ai piloti degli aeromobili immatricolati nel suo territorio, le istruzioni per invitarli a segnalare a una Parte o al centro regionale, per le vie più rapide e le più adeguate, secondo le circostanze, e in conformità all'Allegato I del presente Protocollo:

a) tutti gli incidenti che provocano o possono provocare un inquinamento delle acque del mare da idrocarburi e da altre sostanze nocive;

b) la presenza, le caratteristiche e l'estensione degli strati di idrocarburi o di sostanze nocive reperiti in mare e di natura tale da costituire una grave e imminente minaccia per l'ambiente marino, per le coste o per gli interessi connessi ad una o più Parti.

2. Le informazioni raccolte in conformità al paragrafo 1 vengono comunicate alle altre Parti che possono essere colpite dall'inquinamento:

a) sia dalla Parte che ha ricevuto queste informazioni, direttamente o, di preferenza, attraverso la intermediazione del centro;

b) sia dal centro regionale.

In caso di comunicazioni dirette tra le Parti, il centro regionale sarà informato dei provvedimenti adottati da queste Parti.

3. In conseguenza dell'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2, le Parti non sono tenute all'obbligo previsto all'articolo 9, paragrafo 2, della Convenzione.

ARTICOLO 9.

1. Ogni Parte, riscontrata una situazione di natura uguale a quella definita all'articolo 1 del presente Protocollo, deve:

a) fare le valutazioni necessarie circa la natura e l'importanza dell'incidente o della situazione che necessita di provvedimenti urgenti o, all'occasione, il tipo e la quantità approssimativa degli idrocarburi o delle altre sostanze nocive, così come la direzione e la velocità di deriva degli specchi d'acqua;

b) prendere tutte le misure atte ad eliminare o a ridurre gli effetti risultanti dall'inquinamento;

c) informare immediatamente le altre Parti, sia direttamente, sia attraverso il centro regionale, delle sue valutazioni e di tutte le azioni intraprese o previste per lottare contro l'inquinamento;

d) continuare a tenere sotto osservazione la situazione il più a lungo possibile e fare rapporto in conformità all'articolo 8.

2. In caso di azione per combattere l'inquinamento proveniente da una nave, devono essere adottate tutte le possibili misure per salvaguardare le persone presenti a bordo e, per quanto possibile, la nave stessa. Ogni Parte che intraprenda una tale azione, deve informarne l'Organizzazione intergovernativa consultiva della navigazione marittima.

ARTICOLO 10.

1. Ogni Parte che abbia bisogno di assistenza per una operazione di lotta contro l'inquinamento dovuto ad idrocarburi o ad altre sostanze nocive inquinanti o minaccianti di inquinare le proprie coste, può richiedere, sia direttamente, sia tramite il centro regionale previsto all'articolo 6, il concorso di altre Parti, facendone richiesta in primo luogo a quelle che sono suscettibili di essere ugualmente colpite dall'inquinamento. Questa collaborazione può comportare, in particolare, i consigli di esperti e la fornitura o la messa a disposizione di prodotti, di attrezzature e di mezzi nautici. Le Parti così sollecitate compiranno tutti gli sforzi possibili per apportare il loro appoggio.

2. Se le Parti impegnate nell'operazione non possono accordarsi sulla condotta stessa della lotta, il centro regionale, con il loro consenso, può coordinare l'attività dei mezzi messi in atto da queste Parti.

ARTICOLO 11.

L'applicazione delle disposizioni riguardanti gli articoli 6, 7, 8, 9 e 10 del presente Protocollo concernente il centro regionale sarà estesa, secondo la convenienza, ai centri subregionali, al momento della loro eventuale creazione, tenuto conto dei loro obiettivi e funzioni, così come dei loro rapporti con il predetto centro regionale.

ARTICOLO 12.

1. Le riunioni ordinarie delle Parti del presente Protocollo si terranno al momento delle riunioni ordinarie delle Parti contraenti alla Convenzione, organizzate in applicazione dell'articolo 14 della detta Convenzione. Le Parti del presente Protocollo potranno inoltre tenere delle riunioni straordinarie in conformità all'articolo 14 della Convenzione.

2. Le riunioni delle Parti del presente Protocollo hanno, in particolare, per obiettivo:

a) di sovraintendere all'applicazione del presente Protocollo e di esaminare l'efficacia delle misure adottate e l'opportunità di prenderne delle altre, in particolare, sotto forma di allegati;

b) di rivedere e di emendare, all'occorrenza, tutti gli Allegati al presente Protocollo;

c) di espletare, ove occorra, tutte le altre funzioni in applicazione del presente Protocollo.

ARTICOLO 13.

1. Le disposizioni della Convenzione che si riferiscono ad ogni Protocollo, si applicano ugualmente al presente Protocollo.

2. Il regolamento interno e le regole finanziarie adottate in conformità dell'articolo 18 della Convenzione si applicheranno ugualmente al presente Protocollo, a meno che le Parti del presente Protocollo non abbiano stabilito diversamente.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi governi, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Barcellona, il sedici febbraio millenovecentosessantasei, in un solo esemplare nelle lingue inglese, araba, spagnola e francese, i quattro testi facenti ugualmente fede.

ALLEGATO I

CONTENUTO DEL RAPPORTO DA REDIGERE IN APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 8 DEL PRESENTE PROTOCOLLO

1. Ogni rapporto deve fornire, se possibile, in linea generale:

a) l'identificazione della sorgente di inquinamento (eventualmente l'identità della nave);

b) la posizione geografica, l'ora e la data dell'avvenimento o dell'osservazione;

c) le condizioni del vento e del mare nella zona; e

d) i particolari pertinenti sulla condizione della nave, se l'inquinamento proviene dalla stessa.

2. Ogni rapporto deve fornire, se possibile, in particolare:

a) informazioni dettagliate sulla natura delle sostanze nocive in causa, ivi comprese la loro dizione tecnica esatta (la dizione commerciale non dovrà essere utilizzata al posto della dizione tecnica esatta);

b) la quantità esatta o approssimata, la concentrazione così come lo stato probabile delle sostanze nocive gettate o che possano essere gettate in mare;

c) occorrendo, la descrizione dell'imballaggio e dei contrassegni d'identificazione; e

d) il nome dello spedizioniere, del destinatario o del fabbricante.

3. Per quanto possibile, ogni rapporto indicherà chiaramente se la sostanza nociva gettata o che può essere gettata è un idrocarburo, una sostanza nociva allo stato liquido, solido o gassoso, e se questa sostanza era o è trasportata alla rinfusa o in colli, in contenitori, cisterne mobili o autobotti e vagoni cisterne.

4. Ogni rapporto dovrà essere completato, se del caso, da ogni altra informazione pertinente, richiesta da una delle persone alle quali il rapporto è indirizzato o che l'autore del rapporto giudichi appropriata.

5. Ogni persona di cui all'articolo 8, paragrafo 1, del presente Protocollo dovrà:

a) completare nella misura del possibile il rapporto iniziale, se del caso, con informazioni sulla evoluzione della situazione; e

b) aderire in ogni misura possibile alle richieste di informazioni complementari provenienti dagli Stati colpiti.

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(9651025/4) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.